



ETUDE DE CAS

Octobre 2024



La transition en Angola,
*Un exemple de printemps
africain*

TABLER DES MATIÈRES

POINTS CLEFS	<u>3</u>
I. INTRODUCTION	<u>4</u>
II. FAIBLE POIDS DES FACTEURS EXPLICATIFS HABITUELS	<u>5</u>
<i>Facteur externes</i>	<u>5</u>
<i>Facteur internes</i>	<u>6</u>
III. INFLUENCE DE LA SOCIETE CIVILE	<u>7</u>
<i>Un mouvement qui s'inscrit dans une tendance continentale</i>	<u>7</u>
<i>Génération désillusion</i>	<u>7</u>
<i>The "tipping point"</i>	<u>8</u>
<i>Modalités de l'action</i>	<u>8</u>
<i>Répression</i>	<u>8</u>
<i>Conséquences</i>	<u>9</u>
IV. LE TIMING DU CHANGEMENT	<u>10</u>
<i>Anticiper un débordement</i>	<u>10</u>
<i>Rôle catalyseur du chef</i>	<u>11</u>
V. CONCLUSION	
<i>Conclusion et perspectives</i>	<u>13</u>
<i>Sources</i>	<u>14</u>

POINTS CLEFS

- L'Angola depuis septembre 2017 semble avoir vécu un scénario «à la Poutine» qui aurait dévié de son objectif initial, à savoir permettre à José Eduardo Dos Santos de rester politiquement et économiquement influent après avoir transmis le pouvoir.
- Son successeur João Lourenço a rapidement lancé une campagne anti-corruption et de libéralisation politique du pays, à la surprise des acteurs angolais, comme des observateurs extérieurs.
- Ce double mouvement a fait suite à une crise économique due principalement à la chute du cours du pétrole dans une économie qui en dépend à 90%, et à une série de manifestations organisées par des activistes autour de la figure de Luaty Beirão.
- Au-delà de ces deux éléments explicatifs, la libéralisation politique en Angola doit beaucoup à la personnalité de Lourenço, et s'est ainsi effectuée selon des modalités exceptionnelles qu'il serait hasardeux de vouloir dupliquer.
- La société civile s'est désormais placée en position d'observateur attentif, sans s'impliquer directement dans la conduite du pays ou le renouvellement de l'opposition.
- Le vrai test quant à l'évolution du régime résidera dans la gestion de l'après, c'est-à-dire la consolidation de la démocratisation du pays par le successeur de João Lourenço.



I. INTRODUCTION

Yoweri Museveni, Omar El-Bechir et Denis Sassou Nguesso ont 75 ans, Paul Biya a 86 ans, le Nigérien Muhammadu Buhari a 76 ans, et Mugabe vient de quitter le pouvoir à 94 ans. L'âge moyen sur le continent est de 19 ans : sans être démographe ni politologue, le décalage et ses conséquences sautent aux yeux. Il est source d'instabilité, et les récents changements à la tête de l'Éthiopie, du Zimbabwe, de l'Afrique du Sud, du Botswana, de la RDC, ou les émeutes en cours au Soudan sont un rappel pour les autocrates à la tête des « *démocraties* » du continent.

L'Angola également a connu en 2017 un changement important à la tête de l'État, Eduardo Dos Santos ayant finalement passé le relais après 38 ans au pouvoir ; la transition a été pacifique, soudaine et inattendue, surprenant notamment par son amplitude. Il s'agira ici d'en étudier succinctement les ressorts.

Rappel du déroulé des événements

L'Angola est indépendante du Portugal depuis 1975 ; le régime est présidentiel, monocaméral, et le MPLA, parti au pouvoir depuis l'indépendance, détient 150 des 220 sièges à l'Assemblée. En août 2017, le président José Eduardo Dos Santos, affaibli par des ennuis de santé d'une part et la chute du cours du pétrole depuis 2014 d'autre part, a préféré organiser sa succession plutôt que de prendre le risque d'être chassé du pouvoir.

Il a nommé en septembre 2017 son Ministre de la Défense Joao Lourenço, espérant que celui-ci préserverait ses intérêts et ceux de sa famille (sa fille Isabel Dos Santos avait été nommée à la tête de la société pétrolière étatique la Sonangol, vache à lait du régime, et son fils Jose Filomeno Dos Santos avait été nommé à la tête du fonds souverain).

Dès les premiers mois au pouvoir, Joao Lourenço a révoqué les hommes clés du précédent régime (y compris les enfants de son prédécesseur et les généraux qui tenaient les rênes économiques du pays), et repris la main sur le MPLA, État dans l'État. Avec le soutien de l'opinion publique de son pays comme de la communauté internationale, il a orchestré une campagne anti-corruption, incarcérant d'ex-piliers du régime, et a lancé un mouvement de libéralisation politique, libérant des opposants, ouvrant un dialogue avec les syndicats, ouvrant les médias à l'opposition, etc.



Joao Lourenço

II. FAIBLE POIDS DES FACTEURS EXPLICATIFS HABITUELS

A - FACTEURS EXTERNES

Rôle limité de la communauté internationale

Comme l'écrit le collectif Tournons la page, « *prétendre démocratiser des régimes autoritaires par d'amicales pressions étrangères relève, au mieux, de l'illusion* »; la situation actuelle en Irak ou en Libye a rappelé que la démocratie, imposée de l'extérieur à un rythme ne correspondant à aucune logique interne, peut déstabiliser une société. Notamment dans un pays comme l'Angola qui n'avait jamais connu la démocratie ni pendant la colonisation ni après l'indépendance : c'est d'ailleurs les premières élections pluralistes de l'histoire du pays, en 1992, et le refus par l'UNITA d'en reconnaître le résultat, qui avait replongé l'Angola dans la guerre civile.

L'ingérence des puissances étrangères pendant les guerres angolaises (États-Unis et Afrique du Sud avec l'UNITA vs URSS et Cuba avec le MPLA) a cessé à la fin de la guerre froide.

L'Angola moderne étant issue d'une lutte de libération, la culture nationale qui en découle est pétrie de fierté et de volonté d'indépendance. En outre, le pays s'étant forgé dans le conflit et étant resté une puissance militaire, il a la puissance nécessaire pour appuyer ses ambitions indépendantistes. Enfin, ses réserves et sa production de pétrole lui confèrent les moyens financiers de son autonomie, ce qui avait par exemple permis à Eduardo Dos Santos de rejeter l'aide (et la tutelle) du FMI.

- ① En ce sens, « *ici ce n'est pas l'Afrique, au sens de la Françafrique ou l'Afrique de papa* » : l'ingérence est limitée, d'autant plus que l'ex puissance coloniale (le Portugal) n'est justement plus une puissance.

Au contraire, pendant les années d'opulence avant le choc pétrolier de 2014, nombre d'entreprises portugaises, et une partie de l'immobilier de Lisbonne, se faisaient racheter par l'Angola, pendant que les jeunes Portugais touchés par la crise allaient chercher du travail en Angola, dans des flux de migration inversés.

Rôle tenu de la diaspora



Contrairement à l'Afrique centrale où la diaspora intellectuelle a un rôle dans l'organisation de la société civile depuis Paris et Bruxelles, la diaspora angolaise semble somme toute assez peu politisée.

- ① D'après le général Manuel Vieira Dias, alias Kopelipa.

Ceci mène finalement au Printemps de Prague en 1968, un mouvement qui symbolise la volonté de la Tchécoslovaquie de s'éloigner de l'orthodoxie soviétique et de rechercher une voie plus indépendante et démocratique.

Une partie réserve son énergie à la conduite des affaires : c'est le cas des jeunes angolais qui continuent à quitter le pays sans être poussés par la misère, ceux qui appartiennent plutôt à la classe moyenne, et qui voient un séjour long à l'étranger comme un passage obligé dans leur carrière, à l'instar des jeunes Européens. En ceci, la diaspora récente angolaise est différente des autres diasporas africaines : la jeunesse angolaise croit en la croissance du pays. L'Angola est un pays riche et les Angolais le savent. Les jeunes qui partent - au Portugal ou au Brésil notamment - le font pour mieux revenir : les salaires d'un jeune diplômé angolais sont plus attractifs en Angola qu'au Portugal.

Cette partie de la diaspora a quand même pu avoir un impact sur la démocratisation en devenant « repats » : ils occupent parfois des positions importantes dans la société angolaise sans pour autant être issus originellement des hautes sphères, et ils ont en grande majorité une sensibilité politique libérale. Ces jeunes étaient allés au Portugal avec des bourses d'études et sont revenus ayant en tête un modèle européen libéral.

Quant à la diaspora angolaise plus ancienne, les personnes qui ont fui la guerre, elles sont effectivement parties pour des raisons de survie, et ces familles sont aujourd'hui installées en Europe et

sans réelle volonté de retour ; elles sont aussi à la fois moins éduquées et moins conscientisées politiquement, pas assez en tout cas pour prendre part aux changements dans leur pays d'origine.

Il convient de préciser que de nombreux Angolais ont la double nationalité angolaise et portugaise. Ceci fausse un peu la comparaison avec d'autres diasporas africaines.

B - FACTEURS INTERNES

Faibles enjeux communautaires

Durant la guerre civile, Jonas Savimbi a présenté l'UNITA comme le parti des Ovimbundus, et plus généralement de tous les Angolais noirs et/ou originaires de la partie sud du pays, contre le MPLA qui était dominé par une élite créole luandaise. Mais, alors que dans d'autres pays africains nouvellement indépendants, les partis ont recouru à l'ethnicisme pour se légitimer, cette logique communautaire et régionaliste s'est rapidement affaiblie en Angola.

Le fait d'avoir un parti-État ultra majoritaire, le MPLA, a évité une organisation de multiples partis politiques minoritaires autour de logiques ethniques où chacun lutterait pour accaparer les ressources étatiques. De même, le récent renouvellement à la tête du pouvoir angolais n'a pas été pollué par une lecture ethniciste, et la société civile angolaise a pu agir de manière unifiée. Enfin, le traumatisme d'un conflit long et violent a contribué à tenir sous l'étouffoir les divisions ethniques résiliables, ou en tout cas à éviter que les divisions politiques ne s'alignent avec celles-ci.

² Les membres de la diaspora qui se sont rapatriés
Il ici inclure la migration transfrontalière des populations vivant à la frontière Angola / RDC

³

III. INFLUENCE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

A - UN MOUVEMENT QUI S'INSCRIT DANS UNE TENDANCE CONTINENTALE

Le collectif burkinabé Balai citoyen rappelle que « *notre nombre est notre force* », quand le collectif panafricain Tournons la page rappelle que « *la démocratie est affaire de conquête* », faute de quoi elle ne serait être enracinée.

En Angola, les similitudes avec les conditions qui avaient prédestiné aux printemps arabes étaient flagrantes : longévité au pouvoir du chef de l'État avec un verrouillage de la vie politique par un système de parti unique, et existence d'une oligarchie qui s'était enrichie grâce aux ressources pétrolières, avec comme corollaire un mouvement contestataire urbain porté par des jeunes branchés (culturellement et littéralement, grâce à Internet).

Similitudes également dans le processus de contestation qui a initié le mouvement en deux temps (départ de Dos Santos puis libéralisation par Lourenço) à partir de 2011 : absence d'affiliation politique des contestataires ; manifestations ; dénonciation de la répression des manifestants par les forces de sécurité étatique.

Mais au-delà des similitudes, il existe des différences fondamentales, les rues de Luanda n'ayant jamais été submergées comme la place Tahir : les manifestations en Angola ne regroupaient qu'un fer de lance contestataire, avec l'apparent échec de n'avoir su entraîner les masses à sa suite.

B - LA SOCIÉTÉ CIVILE : L'ÉMERGENCE D'UN NOUVEAU PROTAGONISME

Pourquoi les activistes angolais ont-ils été incapables de mobiliser les foules, restant limités à quelques centaines de manifestants ? Cette incapacité est probablement le produit, pour une part, du souvenir des souffrances endurées pendant la longue guerre civile (et donc de la crainte de revivre une épreuve du même ordre) et, pour l'autre, d'une spécificité des pays d'Afrique subsaharienne, à savoir la faiblesse quantitative des classes moyennes urbaines et éduquées.

④

Le constat que faisait Doris Lessing, qui a grandi au Zimbabwe, d'une population « *trop patiente* » (face aux abus du pouvoir en place) est pourtant en passe de devenir caduque : les temps ont changé, notamment car les populations urbaines d'Afrique australe, jeunes, sont connectées à Internet, qui leur offre une fenêtre sur le monde et leur fait toucher du doigt les inégalités, les rendant concrètes, et alimentant un fort ressentiment. Les conditions économiques obligeant la jeunesse angolaise à trouver des chemins de traverse, comme l'économie informelle ou l'émigration (seuls 5 % des emplois relevant du secteur privé officiel), ont créé une situation explosive, sinon pré révolutionnaire.

④

« (...) la classe moyenne constitue le segment de la population suffisamment aisé pour pouvoir s'engager sur la place publique, pour "faire de la politique" au sens large, mais pas assez riche et puissant pour être tenté d'abroger la transparence du système politique - son contrôle par des élus et une presse indépendante - (...) » d'après Stephen Smith dans *La ruée vers l'Europe*.

5 C - THE “TIPPING POINT”

Un régime qui avait comme unique légitimité le fait d'avoir gagné la guerre et de maintenir la paix depuis 2002 ne pouvait plus contenir l'impatience d'une génération qui n'avait pas connu la guerre : pour les jeunes, le MPLA était devenu le parti du clientélisme plus que celui de la lutte pour l'indépendance.

Cette impatience, couplée à l'utilisation des réseaux sociaux (Whatsapp et Facebook en tête) à des fins de mobilisation, était bien comprise par le régime : « *maintenant l'Angola doit contrôler sa propre population. Ils ont appris les leçons des printemps arabes* ».

La révolution arabe de 2011 avait montré que le changement était possible et allumé un espoir qui a fait boule de neige. Ce phénomène d'une jeune classe moyenne urbaine connectée secouant un vieil autocrate n'est pas propre à l'Angola et au monde arabe : ce fut aussi récemment le cas chez les voisins de l'Angola, au Zimbabwe (départ de Robert Mugabe) et en Afrique du Sud (départ de Jacob Zuma).

D - MODALITÉS DE L'ACTION

In fine, si la crise économique et le blocage politique préliminaire à l'accession au pouvoir de Joao Lourenço n'ont pas conduit à des manifestations de rue massive, cela a clairement galvanisé une société civile embryonnaire mais active et médiatiquement efficace.

Un groupe de jeunes activistes regroupés derrière la figure charismatique de Luaty Beirao, rappeur connu, a organisé des

manifestations dont l'objectif premier était le départ du président Dos Santos, confiant qu'un changement au sommet conduirait à des réformes politiques, ce en quoi ils ont eu raison.

Le caractère apolitique du mouvement était mis en avant par les manifestants ; peu institutionnalisée, en grande partie pour des questions de sécurité, l'organisation était aussi très peu hiérarchisée.

Ce mouvement de la jeunesse angolaise n'a d'ailleurs pas trouvé de résonance dans les organisations syndicales et n'a pas été soutenu immédiatement, ni ouvertement, par les partis politiques d'opposition, qui n'ont pas utilisé leurs institutions et réseaux militants (dont la capacité de mobilisation sur tout le territoire national avait fait ses preuves lors de la précédente campagne électorale) en faveur du mouvement.

Les outils de mobilisation étaient classiques : SMS, réseaux sociaux et blogosphère ; discours pacifique ; communication préalable de la date, heure et lieu des rassemblements, ainsi que des parcours des marches aux différentes autorités locales ; diffusion d'informations sur le déroulement des manifestations en temps réel, sur Internet ; publication de vidéos des rassemblements sur YouTube et différents blogs, etc.

E - RÉPRESSION

Les manifestations ont été brutalement réprimées par la police. L'incarcération des leaders a fini de les poser en martyr, et de faire connaître la situation politique internationalement.

5 Expression de Gérard Prunier, pour qualifier le moment de bascule des mouvements populaires

La disproportion de la répression (sa violence) face aux marches et rassemblements pacifiques organisés a montré la nature autoritaire du régime et a légitimé par ricochet une intensification de l'action des jeunes révolutionnaires, dans un effet boomerang. La réponse du gouvernement angolais à la vague de manifestations a conféré une visibilité accrue aux causes défendues par la jeunesse, a incité les ONG de défense des droits de l'Homme à prendre position et a encouragé les groupes d'activistes à continuer leur mobilisation.

- Les appels renouvelés à protester après le
- ⑥ 7 mars 2011 critiquaient ouvertement la répression violente, dénonçaient les disparitions et enlèvements de jeunes manifestants, les menaces qu'ils subissaient avec leurs familles, et les emprisonnements sommaires.

Pourtant, le gouvernement a tout de même réussi à maîtriser la situation. La répression et la dissémination de la peur a empêché la mobilisation de prendre de l'ampleur : quelques centaines de jeunes engagés, un peu plus d'une dizaine de rassemblements au cours de l'année 2011-2012, et presque aucune manifestation dans l'Angola rurale où les effets de la guerre sont encore très ressentis.

Le résultat des élections d'août 2012 et le soutien de la communauté internationale (qui continuait à agir comme si de rien n'était) témoignaient d'un MPLA toujours en contrôle : le fait même que ces protestations avaient lieu légitimait le caractère démocratique du gouvernement, les agressions étant imputées à des tiers ou justifiées par les

bagarres provoquées par les manifestants eux-mêmes pendant les rassemblements. Cependant, derrière un apparent échec en termes de mobilisation d'un point de vue strictement quantitatif, une brèche avait été ouverte dans la solidité apparente du régime, dont les jours étaient comptés.

F - CONSEQUENCES

De l'aveu même du leader Luaty Beirao, les jeunes activistes ont été pris de cours par la vitesse avec laquelle le pouvoir a changé puis le pays s'est libéralisé ; ils ont alors souhaité « *donner à Joao Lourenço le bénéfice du doute* » et maintenir une certaine pression, mais sans aller plus loin que de jouer le rôle de l'aiguillon, car « *ce n'est pas notre job de diriger le pays* ».

Contredisant dans les faits la certitude proclamée (méthode Coué) du secrétaire provincial de Luanda, Bento Bento, affirmant que « *l'Angola n'est pas l'Égypte, l'Angola n'est pas la Libye, l'Angola n'est pas la Tunisie* », Dos Santos a été forcé de passer (intelligemment) le pouvoir au bon moment, afin de sauver ce qui pouvait l'être. Il semble avoir eu, lui, conscience de l'impatience des jeunes urbains qui n'avaient pas connu la guerre et ne pouvaient plus attendre que viennent leur tour au banquet.

⑥ Date de la première manifestation non partisane en Angola depuis 1977, année où une tentative de renversement du pouvoir avait tourné au bain de sang.

IV. LE TIMING DU CHANGEMENT : UNE RÉVOLUTION PAR LA TRAHISON

A - ANTICIPER UN DÉBORDEMENT

Si Dos Santos a transmis le pouvoir pour essayer de sauver les meubles, pour ne pas insulter le futur et notamment les intérêts familiaux, et sous pression des apparatchiks du MPLA, Lourenço a lui libéralisé le pays à vitesse accélérée, voir à marche forcée, pour deux raisons.

D'abord parce qu'il a pris conscience que s'il n'arrivait pas à libéraliser le système politique et à donner un espoir économique il risquait une révolution. En effet, les masses de chômeurs visibles partout, les cohortes de jeunes oisifs, désœuvrés, avaient un fort potentiel révolutionnaire : il suffisait d'un mot d'ordre ou d'une étincelle pour les mobiliser, et le pouvoir vivait toujours dans la crainte de l'explosion sociale. Ainsi les biens de première nécessité étaient (et sont toujours) sponsorisés (pain, farine, sucre et bière) pour que les mosek (bidonvilles) ne débarquent pas en centre ville, pour éviter des émeutes de la faim comme au Soudan.

Ensuite Joao Lourenço, discret et peu charismatique, avait besoin d'une légitimité alternative. D'une crédibilité pour ce qui concerne sa stature d'homme d'État, pour s'émanciper et contrer les accusations prévisibles d'être une marionnette de Dos Santos dans un scénario « à la Poutine ». En résumé, Lourenço avait besoin de renforcer son pouvoir et de montrer qui était le chef : il a secoué l'appareil institutionnel angolais en éliminant nombre de cadres corrom-

pus, en commençant par ceux qu'il ne contrôlait pas, et par la tête, pour jouer la surprise et pour montrer que rien ne l'arrêterait (ainsi des cas de Kopelipa et de Dino, les deux principaux business generals, pourtant tellement craints qu'on ne prononçait leurs noms qu'en baissant la voix).

Une fois que Lourenço eut pris en main l'appareil étatique, s'assurant de ne pas être contré, et qu'il eut constaté que ces actions étaient approuvées par l'opinion publique, il a définitivement brisé le monopole des Dos Santos sur la captation économique en se débarrassant d'Isabel et de Zenu Dos Santos. Il leur a ainsi ôter toute capacité à réagir, car leur possibilité d'entretenir un réseau d'alliés/ affidiés devenait quasi nulle sans source de financement.

Joao Lourenço a surtout nommé son frère vice-directeur du President Intelligence Bureau, qui chapeaute les forces armées, la police nationale et les services de renseignement.

Il a aussi nommé six nouveaux gouverneurs de provinces et 400 hauts fonctionnaires (après en avoir viré 230).

Parallèlement, Lourenço a nommé les jeunes qui « attendaient sur les sièges du troisième rang », avec le double effet de se créer de nouveaux obligés à sa main et d'illustrer sa volonté de renouvellement, tout en donnant des gages à la société civile.

⁷ « Desesuardização »

⁸ Faisant même incarcérer ce dernier

Il convient d'insister sur un point qui n'est pas anecdotique : le fait d'avoir mis le fils de Dos Santos en prison était tout sauf gratuit. C'est en effet briser un tabou que de s'en prendre ainsi au fils du chef (de l'humilier même), c'est affirmer de manière définitive son autorité, et en même temps que personne n'est intouchable. Les personnages du premier cercle qui avaient d'abord pu penser qu'il y aurait « *un gentlemen's agreement entre les deux gorilles* », mais ont été démenti par les faits : « ce fut un coup osé et un signal fort ».

Ainsi toute l'élite politico-économique se tient désormais coi, car personne n'est irréprochable dans le pays : « ils sont sur des charbons ardents et ne savent pas à quelle sauce ils peuvent être mangés ». A la suite de cette prise en main rapide du régime, Joao Lourenço fut qualifié de joueur d'échec, mais « à poigne ».

La limite de l'exercice c'est que comme tout le monde a trempé dans la corruption pendant les dernières décennies, Joao Lourenço ne peut pas renouveler l'ensemble de l'élite, sinon il n'a plus personne pour gouverner.

Il a donc choisi quelques « *gros chats* » pour l'exemple, afin que les pratiques abusives cessent, et pour empêcher les jeunes qui attendaient en ligne de réfléchir en termes de « *it's our time to eat* », de *mangercratie* ou politique du ventre.

B - RÔLE CATALYSEUR DE CHEF

Si a posteriori les orientations prises par Joao Lourenço semblent logiques au vu de la situation qu'il avait à contenir, il n'empêche qu'elles ont d'abord étonné

tous les observateurs, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Elles ont agréablement surpris, tant les exemples de chefs d'État africains prenant des décisions stratégiques en faveur de l'intérêt général ne sont pas légions. Il y en a eu peu (Mandela, Khama, etc.) et il y a eux qui ont été muselés avant de pouvoir agir (Lumumba, Sankara, etc.).

Dans le cas qui nous intéresse, le rôle du chef dans la sortie de crise a donc été primordial, en l'occurrence un chef intègre (jusqu'à preuve du contraire) et inspiré, qui a un dessein et sait faire taire les allégeances ethniques ou partisans. Or Joao Lourenço est un général de 60 ans formé en Russie : pas vraiment le profil type du jeune dirigeant prêt à effectuer un virage dans la gouvernance, à changer les habitudes et à démocratiser un pays.

« *Derrière tout grand homme il y a une grande dame* » : il convient en fin ici d'évoquer le rôle positif que jouerait l'épouse du président angolais.

Très intelligente, connectée, ex-cadre de la Banque Mondiale à Washington, ex ministre, elle est l'anti Simon Gbagbo ou Agathe Habyarimana : Ana Dias Lourenço a beaucoup d'influence, à la différence que quand elle parle dans l'oreille du chef de l'Etat, ce n'est pas pour souffler sur les braises.

Outre l'influence de sa femme, qu'est-ce qui peut expliquer l'exception Joao Lourenço ? De même qu'il y a plusieurs leviers chez un officier traitant pour faire parler une source (orgueil, ambition, fierté, argent, etc.), de même peut-il y avoir di-

verses motivations derrière les actions d'un homme de pouvoir. Un homme de l'âge de Lourenço peut ne pas viser l'argent, mais une place dans l'Histoire comme réformateur, voir le bien commun.

Le pire n'est jamais certain, et « *JLo* » peut aussi tout simplement vouloir redresser son pays. D'autant plus si cela conduit à être récompensé par le prix Mo Ibrahim (de 1 millions de dollars), alors qu'à contrario le crime ne paie pas forcément (cf. les fins de vie de Mobutu, Idi Amin, Khadafi, etc.).

Il n'est pas interdit à un leader d'apprendre des leçons de l'Histoire.

V. CONCLUSION ET PROSPECTIVES

Quelles leçons à tirer de l'apparente démocratisation à marche forcée de l'Angola depuis 2017 ?

Premièrement, comme souvent c'est le facteur économique qui a été déterminant (chute des cours du pétrole grippant la relative redistribution et affaiblissant le pouvoir en place) ; deuxièmement, que les modalités concrètes du changement ne se sont pas déroulées selon un schéma connu :

Ce qui est étonnant d'abord, c'est que les élections d'août 2017, précédant immédiatement l'accession de Joao Lourenço au pouvoir, c'est-à-dire la première étape de la conquête, ne laissaient pas imaginer un changement à court terme mais plutôt un business as usual, dans la mesure où elles n'avaient pas été plus démocratiques que les précédentes.

Ce qui est étonnant ensuite, c'est que le pouvoir se soit senti sur la défensive quand bien même le rapport de force dans la rue ne semblait pas être en sa défaveur. C'est donc certes l'anticipation de Dos Santos quant à l'usure du pouvoir, ensuite celle de son successeur désigné, clairvoyant, qui ont fait basculer la situation, mais en conséquence des deux premiers facteurs évoqués (économie en berne et société civile agissante).

Il s'agit ainsi d'un mouvement mix, d'un changement initié par un crash économique ertes, mais suivi du lâchage du vieil autocrate par le parti unique

(le MPLA) qui voyait un potentiel printemps angolais derrière la pression (encore ténue) de la rue.

Paradoxalement, la prise de conscience par le clan des Dos Santos de l'imminence de leur chute a précipité celle-ci, car ils ont voulu en fin de règne se constituer un matelas pour la retraite, et ont trop puisé dans la caisse, même selon des standards angolais.

Trop de corruption c'est comme trop d'impôt, il y a un seuil au-delà duquel même les peuples réputés patients commencent à s'agiter, et les corps intermédiaires, le sentant, coupent la tête pour sauver le corps.

Or un niveau de corruption non-soutenable, devenu une pratique ancrée et normale, avait en Angola atteint un seuil insupportable.

Ainsi, depuis 18 mois la situation politique s'améliore en Angola et la transition est un succès apparent. Mais à partir de quel moment pourra-t-on vraiment juger que l'après également a été bien géré ? En effet, un régime qui a perduré pendant 38 ans ne se déconstruit pas en quelques mois, il faut aussi du temps pour changer la culture et les mentalités.

Institutionnellement, le Président angolais n'est pas responsable devant le parlement, il nomme 4 des 7 juges de la cour constitutionnelle (dont son président) ainsi que les juges de la cour suprême, l'attorney général, les gouverneurs des provinces, le gouverneur de la banque centrale, etc.

Enfin deux organes rattachés à la Présidence, la Casa militar et la Casa civil, nomment les ministres, les juges, les hauts fonctionnaires, les directeurs des entreprises publiques. En bref, le pouvoir est très concentré et son orientation dépend ainsi largement de l'état d'esprit du chef de l'État.

Le problème du despote éclairé, c'est son successeur. C'est donc non seulement l'évolution de l'administration de Lourenço mais aussi le prochain changement de pouvoir qui dira si la démocratie angolaise a effectivement évolué.

Les éditorialistes angolais ont utilisé un certain nombre d'expressions intéressantes pour qualifier le processus à l'œuvre : « *the Angolan perestroika* », « *le printemps luandais* », « *uma revolução tranquila* », quand les politologues européens voyaient une « *tornado politique* » voire une « *révolution copernicienne* ». C'est en tout cas certainement un cas d'école que d'autres leaders africains garderont en tête, à commencer par le voisin Kabila : un scénario « à la Poutine » peut se retourner contre son stratège. Les temps changent et les vieilles recettes peuvent devenir caduques.

In fine, certes le MPLA va rester au pouvoir, Joao Lourenço aussi, et il choisira probablement son successeur. Mais, dans une stratégie de petits pas, il faut quand même se réjouir, et saluer le rôle de la rue, en attendant de véritables réformes de démocratisation des mécanismes institutionnels. Il faut bien commencer quelque part, peu importe à court terme les allers et retours de l'Histoire, les crues et décrues, flux et reflux : time will tell.

Sources

Jeune Afrique. (31/10/2015). Angola : Le pouvoir réprime une manifestation et un journaliste est interpellé

Jeune Afrique. (01/10/2018). Angola : Zenu, le fils déchu de José Eduardo dos Santos.

Juliana Lima, « Des “printemps arabes” à la « nouvelle révolution » en Angola. Mobilisation et contestation politique à Luanda dans l'après-guerre », *Afrique contemporaine*, n° 245 (p. 23-36), 2013.

Le Monde. (20/10/2015). En Angola, un rappeur contre le pouvoir.

Le Monde. (11/11/2015). En Angola, après l'euphorie pétrolière, la répression.

Mathias de Alencastro, “Angola under Lourenço: Towards a Negotiated Hegemony”, Notes de l'Ifri, Ifri, February 2018.

Paula Cristina Roque, “Reform or unravel? Prospects for Angola's transition”, Institute for Security Studies, May 2017